

CONFERENCE DES 19 CPAS DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

CONFERENCE DE PRESSE

8 SEPTEMBRE 2006

LES NOUVEAUX PAUVRES

Préambule :

Les Centres Publics d'Action Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale désirent rester les acteurs locaux de première ligne de la lutte contre la précarisation.

Il s'agit là de leur vocation et de leur raison d'être.

Ils ont toujours fait la preuve de leur capacité à faire face aux situations les plus difficiles.

Ils entendent maintenir les orientations qu'ils se sont tracés.

A la veille des élections communales, ils désirent dès lors formuler, à l'intention toute particulière de leurs autorités de tutelle, leurs constats et quelques idées face aux publics diversifiés qui font de plus en plus appel aux CPAS ; ce que nous appelons « les nouveaux pauvres » et qui peuvent être non seulement des allocataires du CPAS mais aussi des chômeurs et des « working poor ».

Les CPAS souhaitent l'appui et le soutien de leurs autorités pour la poursuite et le développement de leurs missions dans le souci commun d'aider à lutter contre la pauvreté et de mettre à disposition de toute la population les infrastructures les plus adéquates qui répondent aux besoins de bien-être et qui tendent à l'émancipation des personnes.

Constats généraux :

1. Les personnes qui s'adressent aux CPAS sont essentiellement des **jeunes** sans droit au chômage. Par quelles voies est-on généralement en mesure de se passer de l'aide du CPAS après un certain temps ? Via l'insertion socio-professionnelle et un contrat de travail ou la mise en couple avec une personne qui travaille. Il semble qu'un tiers au plus des usagers forme un « noyau dur » qui aura besoin à plus long terme de l'aide du Centre.

2. Nous sommes amenés à constater que notre **intervention en faveur des usagers n'est plus suffisante** pour leur permettre de s'en sortir financièrement avec le seul revenu que les CPAS leur octroient. Les 625 euro perçus par un isolé ne lui permettent pas de vivre, même pas de survivre le plus souvent. Il en va de même pour les familles ou les personnes cohabitantes.

Dans ce contexte, les CPAS et les autres pouvoirs publics sont amenés à diversifier leurs interventions et à multiplier les aides complémentaires tant structurelles qu'individuelles : allocations familiales majorées, Fonds énergie et IBDE, carte santé, garantie locative, frais scolaires... Or, nous savons que cette manière d'octroyer l'aide peut générer des effets pervers, type « pièges à l'emploi » dans la mesure où les personnes sont pénalisées dès qu'elles prennent une initiative qui leur permet de trouver quelques revenus personnels (hors limite de l'exemption prévue, aujourd'hui très basse)

Les personnes vivent donc une double contrainte. D'une part, le revenu d'intégration n'est pas suffisant pour vivre et elles doivent venir au CPAS « implorer » des aides complémentaires, qui deviennent chacune l'occasion d'une nouvelle enquête sociale. Les plus précarisés deviennent ainsi en fin de compte les plus contrôlés. D'autre part, dans un certain nombre de cas, changer de statut et devenir soit chômeur soit travailleur peut générer une perte de revenus, liée à la perte de certaines de ces aides complémentaires. Cette situation ne respecte ni ne favorise évidemment l'autonomie des personnes.

3. Phénomène relativement nouveau et très préoccupant, l'**apparition de « travailleurs pauvres »**, c'est-à-dire de travailleurs dont le salaire ne suffit pas à vivre sans souci du lendemain et qui s'adressent au CPAS pour recevoir eux aussi une aide complémentaire : énergie, carte santé, aide loyer... L'instabilité tant dans la vie professionnelle que privée (l'une entraînant souvent la seconde) est vécue par une frange de plus en plus grande de la population.

4. La problématique du **surendettement** amène aussi dans nos services bon nombre de personnes en grande précarité financière. Le phénomène connaît une telle ampleur que nos services de médiation de dettes ne peuvent parfois plus gérer le flux des nouvelles demandes. Pour une part significative, le surendettement n'est pas lié à des comportements de surconsommation, mais est constitué de dettes de survie (loyer, santé/hospitalisation, nourriture...) ainsi que de dettes constituées de retards de paiement d'impôts ou de taxes. Dettes souvent considérablement alourdies par les frais de huissier. A ce propos, l'attitude de certains huissiers qui outrepassent les prescrits légaux et opèrent des saisies là où les personnes sont clairement insolvables devrait être clairement et fortement dénoncée.

5. Ces catégories de personnes précarisées s'ajoutent au public « traditionnel » de nos centres. Elles s'adressent à nous par nécessité, mais aussi en vertu des nouvelles missions qui nous ont été confiées par le législateur : le fonds énergie, le fonds mazout, le fonds culturel et sportif, les cartes santé, la

médiation de dettes, l'aide médicale urgente ne s'adressent pas exclusivement ni d'abord aux bénéficiaires du revenu d'intégration. Il arrive donc bien que nos centres aident ces personnes, mais ce n'est pas systématique car même pour ce qui est prévu, de fortes réticences existent parfois tant au sein des conseils de l'action sociale que des services sociaux. Il faut repenser nos missions en incluant clairement ces catégories de personnes.

6. Dans ces catégories de « nouveaux pauvres », il y a aussi des personnes qui vont mal, qui ne sont pas capables de travailler ni de suivre une formation sans pour autant pouvoir prétendre à une allocation de personne handicapée. Ce n'est pas une question de volonté. Il manque de lieux d'aide spécifiques pour les adultes en difficulté comme des appartements supervisés, par exemple. On croit trop souvent que ces personnes se moquent du système. Il convient plus que jamais de sortir d'une certaine moralisation de la pauvreté pour respecter toujours davantage l'esprit et la lettre de la loi organique.
7. Le mode d'organisation actuel de l'aide sociale pénalise la solidarité entre personnes, « la débrouille des pauvres » qui sont alors souvent amenés à mentir : sur leur situation de vie, de cohabitation en particulier ; sur les petits boulots qu'ils acceptent pour nouer les deux bouts...
8. De plus en plus, les CPAS sont donc le lieu dans les communes où s'adressent bon nombre de personnes en détresse. Un certain nombre de jugements des tribunaux du travail condamnant les CPAS à intervenir dans des situations assez inédites traduisent bien ce bouleversement.

Des propositions :

I. Les nouveaux pauvres :

1. Vu l'évolution des missions des CPAS qui sont amenés à intervenir dans presque tous les champs de la politique sociale, il conviendrait que les Centres deviennent, chacun dans leur Commune, **le lieu à partir duquel se développe et se déploie toute la politique sociale communale**. Tous les citoyens de la Commune pourraient s'adresser à lui, ce qui permettrait par ailleurs de sortir de la stigmatisation actuelle des usagers. Ceci est donc clairement une proposition pour confier aux CPAS les missions communales habituellement confiées aux échevins des Affaires sociales.
2. **Lier l'octroi d'aides sociales non plus à un statut** (revenu d'intégration, chômeur, etc.), **mais à un niveau de revenus**. Cette proposition est de nature à réduire la dynamique des pièges à l'emploi et d'assurer un traitement égal à des citoyens qui disposent d'un niveau de revenus identique. Cela implique que les catégories de bénéficiaires soient revues et élargies au plan législatif et que les CPAS reçoivent les moyens suffisants pour mener à bien

ce nouveau volet de la lutte contre la précarité, dans une dynamique d'accompagnement global quand cela est nécessaire.

- 3. Instaurer pour tous les droits sociaux la logique des droits individuels.**
Les droits dérivés brisent les solidarités, rendent impossibles des stratégies de partages des coûts qui permettent de mieux tirer profit de maigres ressources (comme partager le coût d'un logement) et jouent un rôle important dans la déstructuration des familles et des liens sociaux
- 4. Associer davantage secteur social et secteur économique, commercial dans une perspective de développement local.** Une démarche proactive permettrait de sensibiliser des employeurs privés peu informés des possibilités qu'offrent les services d'insertion socio-professionnelle des CPAS.
- 5. Donner davantage de moyens aux CPAS d'intervenir en amont, de manière préventive** quand cela s'avère possible.

II. Pauvreté – liberté : Le « fichage » des pauvres et leur tracabilité:

1. Les CPAS ne contestent pas l'évolution de la technologie (ex. : via la Banque Carrefour) et sont d'accord d'utiliser les données personnelles des personnes aidées lorsqu'il s'agit d'un **secret partagé qui vise l'intérêt de la personne** (insertion, filières d'emploi, ...). Par contre, lorsque le fichage des personnes vise un contrôle, les CPAS refusent d'y être associés. Les CPAS ne veulent pas être complices de procédures qui viseraient des sanctions éventuelles pour les personnes. Ils souhaitent éviter des dérives ou rejets de certaines personnes.
2. Les CPAS constatent aussi dans certains cas une interprétation négative de la loi intégration où un contrôle accru est parfois exercé sur les personnes, ce qui peut entraîner des motifs de non activation du dossier d'aide.

III. Le logement :

1. Les CPAS constatent une inadéquation entre le nombre de familles nombreuses et le parc de logements adaptés à ces familles. Des mesures pour y remédier devraient être prises rapidement.
- 2.** En matière de **garantie locative** : la garantie « papier – CPAS » (+ caution bancaire) doit être acceptée par tous les bailleurs publics ou agréés et par les agences immobilières sociales (AIS).
- 3.** Des mesures doivent être également prises pour faciliter les possibilités d'**acquisition sociale à la propriété**.

4. En ce qui concerne **les logements de transits**, des moyens supplémentaires doivent être donnés à la création de logements de transit et les procédures de glissement des personnes des logements de transit vers des logements sociaux doivent être facilitées. Le passage par un logement de transit ne peut faire obstacle à l'attribution des ADILS.
5. Une révision des modalités d'**inscription au registre de la population** devrait être entamée.
6. La législation sur le **droit de préemption** devrait être revue et simplifiée.
7. Pour les CPAS, deux réponses positives aux problèmes de logements pourraient être développées rapidement : les **AIS** et le **Projet X** (expérience menée par le CPAS de Bruxelles et qui vise à lutter pour la salubrité de l'habitat privé mis en location).

IV. La santé :

1. Les CPAS constatent une **hausse des demandes dans les recouvrements de factures hospitalières notamment due à l'accroissement des coûts pour les suppléments non pris en charge par l'INAMI** (chambre individuelle, médicaments, ... - forme de privatisation des hôpitaux). Ces factures impayées concernent aussi des familles qui ne sont pas à charge des CPAS mais qui ne savent plus faire face au coût des soins de santé. Les CPAS insistent pour que les politiques sociales et de santé ne soient pas liées au statut « économique » des personnes.
2. **Santé mentale** : La pauvreté et la précarité induisent une souffrance psychique accrue. Les CPAS constatent une hausse de cas psychiatriques ; ce qui alourdit le travail des travailleurs sociaux des CPAS. Les CPAS insistent pour que l'Etat fédéral reconnaisse cette charge de travail supplémentaire pour les CPAS et qu'elle puisse être compensée par des moyens supplémentaires en personnel. Ils insistent également pour que des dispositifs d'accueils plus adéquats et mieux développés soient créés pour ce type de patientèle.

V. **Personnel** :

Les CPAS souhaitent une **revalorisation des barèmes spécifiques des assistants sociaux et des infirmières diplômées**, barèmes à aligner sur celui des policiers qui ont le même grade d'études.

CONFERENTIE VAN DE 19 OCMW'S VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

PERSCONFERENTIE

8 SEPTEMBER 2006

DE NIEUWE ARMEN

Inleiding:

De Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wensen de lokale eerstelijnsactoren te blijven van de strijd tegen een precair bestaan.

Dit is hun roeping en hun bestaansreden.

Zij hebben steeds het bewijs geleverd van hun capaciteit om het hoofd te bieden aan de moeilijkste situaties.

Zij zijn van plan de oriëntaties te handhaven die zij uitgestippeld hebben.

Aan de vooravond van de gemeenteraadsverkiezingen, wensen zij dan ook, ter intentie van hun voorgedijoverheden in het bijzonder, hun vaststellingen te formuleren en enkele ideeën ten overstaan van de diverse soorten publiek die meer en meer een beroep doen op de OCMW's; degenen die wij « de nieuwe armen » noemen en die niet alleen uitkeringsgerechtigden kunnen zijn van het OCMW maar ook werklozen en « working poor ».

De OCMW's wensen dat hun overheden hen steunen bij de voortzetting en de ontwikkeling van hun opdrachten en dat zij gezamenlijk de strijd aanbinden tegen de armoede door de meest aangepaste infrastructures ter beschikking te stellen van gans de bevolking, structures die de welzijnsbehoeften beantwoorden en die streven naar de emancipatie van de personen.

Algemene vaststellingen:

1. De personen die zich tot de OCMW's wenden zijn voornamelijk **jongeren** zonder recht op werklozensteun. Hoe gaat men over het algemeen te werk om het na een zekere tijd te stellen zonder de hulp van het OCMW? Door middel van de socio-professionele inschakeling en een arbeidscontract of door een koppel te vormen met een persoon die werkt. Het blijkt dat hoogstens een

derde van de gebruikers een « harde kern » vormt die op langere termijn de hulp van het Centrum nodig zal hebben.

- 2.** Wij moeten vaststellen dat onze **tussenkomst ten voordele van de gebruikers niet meer voldoende is** om hen de mogelijkheid te geven zich financieel te redden met het enige inkomen dat de OCMW's hen toekennen. De 625 euro die een alleenstaande ontvangt stellen hem niet in staat te leven, meestal zelfs niet te overleven. Hetzelfde geldt voor de gezinnen of de samenwonende personen.

In deze context worden de OCMW's en de andere openbare overheden ertoe gebracht hun tussenkomsten te diversifiëren en de bijkomende zowel structurele als individuele hulpverstrekkingen te vermeerderen: verhoogde kinderbijslag, Energiefonds en BIWD, gezondheidskaart, huurwaarborg, schoolkosten... Wij weten echter dat deze soort van hulpverlening een pervers effect kan hebben, van het soort « valstrikken bij tewerkstelling », voor zover de personen gestraft zijn van zodra zij een initiatief nemen om enkele persoonlijke inkomsten te vinden (buiten de voorziene vrijstelling, die vandaag zeer laag is).

De personen hebben dus een dubbele verplichting. Enerzijds is het leefloon niet voldoende om te leven en moeten zij op het OCMW komen « smeken » om bijkomende hulpverstrekkingen, waarbij telkens een nieuw sociaal onderzoek ingesteld wordt. Zo worden de zwakste personen uiteindelijk de meest gecontroleerde. Anderzijds kan, in een zeker aantal gevallen, een statuutverandering, waarbij men ofwel werkloos wordt ofwel een werknemer, een inkomstenverlies meebrengen, gebonden aan het verlies van sommige van deze bijkomende hulpverstrekkingen. Natuurlijk respecteert of bevoordeelt deze situatie de autonomie niet van de personen.

- 3.** Een relatief nieuw en zeer onrustwekkend fenomeen, **het optreden van « arme werknemers »**, namelijk werknemers wiens salaris niet voldoende is om een zorgeloos bestaan te leven en die zich tot het OCMW wenden om ook een bijkomende hulpverlening te bekomen: energie, gezondheidskaart, hulp bij de huur... De onzekerheid, zowel in het beroepsleven als in het privé-leven (beide gaan dikwijls samen) is het lot van een steeds groter wordende bevolkingscategorie.

- 4.** De probleemstelling van de **schuldoverlast** zorgt ook in onze diensten voor een groot aantal personen in grote financiële onzekerheid. Het fenomeen kent zo'n grote uitbreiding dat onze schuldbemiddelingsdiensten soms de stroom nieuwe aanvragen niet meer kunnen beheren. Voor een kenmerkend deel is de schuldoverlast niet gebonden aan een gedrag van overconsumptie, maar bestaat uit overlevingsschulden (huur, gezondheid/hospitalisatie, voeding...) evenals uit schulden bestaande uit achterstallige betalingen van belastingen of taksen. Schulden die dikwijls aanzienlijk verhoogd zijn met deurwaarderskosten. In dit verband zou de houding van zekere deurwaarders, die geen rekening houden met de wettelijke voorschriften en beslagen uitvoeren als de personen duidelijk insolvabel zijn, klaar en duidelijk aan de kaak moeten gesteld worden.

5. Deze categorieën van personen in een precare toestand voegen zich bij het « traditioneel » publiek van onze centra. Zij richten zich tot ons uit noodzaak, maar ook krachtens de nieuwe opdrachten die ons toevertrouwd werden door de wetgever: het energiefonds, het stookoliefonds, het cultureel fonds en sportfonds, de gezondheidskaarten, de schuldbemiddeling, de dringende medische hulp richten zich niet uitsluitend tot de leefloongerechtigden en ook niet in eerste instantie. Het valt voor dat onze centra deze personen helpen, maar dit gebeurt niet systematisch want zelfs voor hetgeen voorzien is, wordt er soms veel gearzeld, soms zowel binnen de raden voor maatschappelijk welzijn als binnen de sociale diensten. Onze opdrachten moeten opnieuw uitgedacht worden door duidelijk rekening te houden met deze categorieën van personen.
6. In deze categorieën van « nieuwe armen », zijn er ook personen die het moeilijk hebben, die niet in staat zijn om te werken of een opleiding te volgen, zonder daarom aanspraak te kunnen maken op een toelage van gehandicapte. Het is geen kwestie van wilskracht. Er is een gebrek aan specifieke hulpcentra voor de volwassenen in moeilijkheden zoals bij voorbeeld de appartementen onder toezicht. Men denkt al te dikwijls dat deze personen het systeem voor de gek houden. Meer dan ooit moet men ermee ophouden over de armoede te moraliseren en moet de geest en de letter van de organieke wet steeds meer gerespecteerd worden.
7. Zoals de sociale dienstverlening nu georganiseerd wordt, straft zij de solidariteit tussen de personen, « de armen die hun plan trekken » die er dan dikwijls toe gebracht worden om te liegen : over hun manier van leven, over hun manier van samenwonen in het bijzonder ; over de kleine jobs die zij aanvaarden om de eindjes aan elkaar te knopen...
8. Hoe langer hoe meer zijn de OCMW's de plaats in de gemeentes waar vele personen in nood aankloppen. Een zeker aantal vonnissen van de arbeidsrechtbanken die de OCMW's veroordelen tot een tussenkomst in volkomen nieuwe toestanden geven deze ingrijpende verandering goed weer.

Voorstellen:

I. De nieuwe armen:

1. Gelet op de evolutie van de opdrachten van de OCMW's, die ertoe gebracht worden op praktisch alle niveaus van het sociaal beleid tussen te komen, zouden de Centra, elk in hun Gemeente, **de plaats moeten worden van waaruit het gemeentelijk sociaal beleid zich ontwikkelt en zich ontvouwt.** Alle burgers van de Gemeente zouden zich tot het Centrum kunnen wenden, met het gevolg dat de gebruikers niet langer gestigmatiseerd worden. Dit is dus duidelijk een voorstel om aan de OCMW's de gemeentelijke opdrachten toe te vertrouwen die gewoonlijk toevertrouwd worden aan de schepenen van Sociale zaken.

- 2. De toekenning van sociale hulpverleningen niet meer binden aan een statuut** (leefloon, werkloze, enz.), **maar aan een inkomensniveau**. Dit voorstel is erop gericht de dynamiek van de valstrikken bij de tewerkstelling te verminderen en een evenredige behandeling te verzekeren voor de burgers die over een identiek inkomensniveau beschikken. Dit impliceert dat de categorieën van gerechtigden herzien worden en uitgebreid op wetgevend niveau en dat de OCMW's voldoende middelen bekomen om dit nieuwe luik van de strijd tegen een onzeker bestaan tot een goed einde te brengen, in een dynamiek van globale begeleiding als dit nodig is.
- 3. Voor alle sociale rechten de logica van de individuele rechten instellen**. De afgeleide rechten breken de solidariteiten, maken strategieën van kostenverdelingen onmogelijk, waardoor beter voordeel kan getrokken worden uit magere inkomsten (zoals de kosten van een woning delen) en spelen een belangrijke rol in het uiteenvallen van de gezinnen en van de sociale banden.
- 4. De sociale sector en economische sector, de commerciële sector meer met elkaar in verband brengen met een perspectief van lokale ontwikkeling**. Door middel van een pro-actieve stap zouden de privé-werkgevers, die weinig op de hoogte zijn van de mogelijkheden geboden door de diensten van socio-professionele inschakeling van de OCMW's, bewust kunnen gemaakt worden.
- 5. Meer middelen geven aan de OCMW's om tussen te komen in een vroeger stadium, op preventieve wijze**.

II. Armoede – vrijheid: de “registratie” van de armen en hun traceerbaarheid:

1. De OCMW's betwisten de evolutie niet van de technologie en zijn akkoord om de persoonlijke gegevens van de geholpen personen te gebruiken als het gaat om een **gedeeld geheim dat het belang van de persoon nastreeft** (inschakeling, tewerkstellingsmogelijkheden, ...). Daartegenover, als de registratie van de personen een controle op het oog heeft, weigeren de OCMW's hierbij betrokken te worden. De OCMW's willen niet medeplichtig zijn aan procedures die eventuele sancties zouden voorzien voor de personen. Zij wensen ongecontroleerde evoluties te vermijden of het afwijzen van zekere personen.
2. De OCMW's stellen ook in zekere gevallen een negatieve interpretatie vast van de integratiewet waar soms meer controle wordt uitgeoefend op de personen, hetgeen kan leiden tot motieven van niet-activering van het hulpdossier.

III. De huisvesting:

1. De OCMW's stellen vast dat het aantal kroostrijke gezinnen niet overeenstemt met de voor hen aangepaste woningen. Er zouden vlug maatregelen moeten genomen worden om hieraan te verhelpen.
2. Op het gebied van de **huurwaarborg**: de waarborg « papier – OCMW» (+ bankwaarborg) moet aanvaard worden door alle openbare of erkende verhuurders en door de sociale immobiliënkantoren (SIK).
3. Ook moeten maatregelen genomen worden om de mogelijkheden te vergemakkelijken van **sociale aankoop van een eigendom**.
4. Wat de **transitwoningen** betreft, moeten bijkomende middelen gegeven worden voor de oprichting van transitwoningen en de procedures van transfer van de personen van transitwoningen naar sociale woningen moeten vergemakkelijkt worden.
5. Een herziening zou moeten doorgevoerd worden van de modaliteiten van **inschrijving in het bevolkingsregister**.
6. De wetgeving op **het recht van voorkoop** zou herzien en vereenvoudigd moeten worden.
7. Voor de OCMW's zouden twee positieve antwoorden op de huisvestingsproblemen vlug ontwikkeld kunnen worden: de **SIK** en het **Project X** (experiment gevoerd door het OCMW Brussel en dat erop gericht is te strijden voor de bewoonbaarheid van de te huur gestelde privé-woningen).

IV. De gezondheid:

1. De OCMW's constateren een **stijging van de aanvragen bij het invorderen van de ziekenhuisfacturen hetgeen het gevolg is van de verhoging van de kosten voor de supplementen die niet ten laste genomen worden door het RIZIV** (individuele kamer, geneesmiddelen, ... - een vorm van privatisering van de ziekenhuizen). Deze niet-betaalde facturen betreffen ook gezinnen die niet ten laste zijn van de OCMW's maar die de kosten van de gezondheidszorgen niet meer kunnen betalen. De OCMW's dringen erop aan dat het sociaal beleid en het gezondheidsbeleid niet gebonden zouden zijn aan het « economisch » statuut van de personen.
2. **Mentale gezondheid** : De armoede en een onzeker bestaan leiden tot een verhoogd psychisch lijden. De OCMW's constateren een stijging van psychiatrische gevallen ; hetgeen het werk van de maatschappelijk werkers van de OCMW's verzwaart. De OCMW's dringen erop aan dat de Federale staat deze bijkomende werklust voor de OCMW's erkent en dat zij

gecompenseerd kan worden door bijkomende middelen in personeel. Zij dringen er ook op aan dat meer aangepaste en beter ontwikkelde onthaalstructuren opgericht zouden worden voor dit soort patiënteel.

V. Personeel :

De OCMW's wensen een **nieuwe valorisatie van de specifieke barema's van de maatschappelijk assistenten en van de gediplomeerde verpleegsters**, barema's die aangepast moeten worden aan de barema's van de politiemannen die dezelfde studiegraad bezitten.